

Débat d'Orientations Budgétaires 2026

Conseil Municipal – 26 janvier 2026

1. Contexte économique des finances publiques
2. Résultats prévisionnels exercice 2025
3. Orientations budgétaires section de fonctionnement 2026
4. Orientations budgétaires section investissement 2026
5. Principaux indicateurs financiers – perspectives pluriannuelles

1. Contexte économique des finances publiques

1. Un contexte économique toujours fragile et incertain

► Croissance

- La croissance de la zone euro devrait se situer autour de 1,2% pour l'année 2025. Une stabilisation est attendue pour 2026
- En France, la croissance du PIB pourrait atteindre 0,7% en 2025 et devrait légèrement croître sur 2026 pour atteindre 1 %.

► Inflation

- Sur la zone euro, l'inflation est estimée à +2,1 % en 2025 et +1,7% en 2026
- En France, l'inflation devrait se stabiliser autour de 1,2% en 2026 (+1,1 % en 2025)

► Déficit public

- Un déficit public annoncé à - 5,4 % du PIB fin 2025
- Le Projet de Loi de Finances pour 2026 prévoit une réduction du déficit à 5% en 2026

1. Contexte économique des finances publiques

2. Loi de Finances 2026 – Principales mesures nouvelles relatives aux collectivités

Bases de fiscalité locale : une revalorisation 2026 moindre que les années précédentes.

- ▶ Les valeurs locatives, support du calcul de la taxe foncière et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, devraient être revalorisées de 0,8% en 2026 (contre 1,7% en 2025 et 3,9% en 2024).

Incertitudes sur l'évolution de la Dotation Globale de Fonctionnement.

- ▶ Bien que l'enveloppe globale semble confortée dans le PLF 2026, la poursuite des transferts vers les intercommunalités laisse entrevoir une diminution mécanique au détriment des communes.

Une hausse obligatoire de la cotisation employeur à la Caisse de Retraites des agents territoriaux.

- ▶ Le Gouvernement a décrété une hausse de 12% sur 4 ans des cotisations employeurs à la CNRACL (+3% / an pendant 4 ans), pour compenser la dégradation alarmante de la situation financière de cette caisse de retraite. 2026 sera la seconde année de hausse.

Rappels

1. Le débat d'orientations budgétaires

- ▶ Il prépare le vote du budget primitif qui doit être voté par l'assemblée délibérante **avant le 15 avril** de l'année à laquelle il se rapporte.
- ▶ Le DOB doit se tenir moins de 10 semaines avant le vote du budget primitif.
- ▶ D'un point de vue comptable, le budget se présente en deux parties, **une section de fonctionnement** et une **section d'investissement**. Chacune de ces sections doit être présentée **en équilibre**, les recettes égalant les dépenses.

Rappels (suite)

2. Investissement et Fonctionnement

- ▶ Schématiquement, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la **gestion courante** des services de la collectivité. L'excédent de recettes par rapport aux dépenses, dégagé par la section de fonctionnement, est utilisé en priorité au remboursement du capital emprunté par la collectivité, le surplus constituant de l'**autofinancement** qui permettra d'abonder le financement des investissements prévus par la collectivité.
- ▶ La section d'investissement présente les **programmes d'investissements nouveaux ou en cours**. Ces dépenses sont financées par les ressources propres de la collectivité, par des dotations et subventions et éventuellement par l'emprunt. La section d'investissement est par nature celle qui a vocation à modifier ou enrichir le patrimoine de la collectivité.



2. Situation financière de la commune fin 2025

Une stabilisation des épargnes à un niveau élevé, une moindre progression des recettes.

	2022	2023	2024	2025
Epargne de gestion	822 896	1 115 408	1 230 540	1 180 909
Epargne brute	768 320	1 067 592	1 189 560	1 147 039
Epargne nette	536 332	857 263	971 928	921 813

► Dépenses réelles de fonctionnement : +2,7%

- Charges à caractère général (-1,9 %). Cette baisse de 20.000 € par rapport à 2024 traduit notamment une maîtrise des consommations d'énergie (électricité et gaz) et plus généralement de l'ensemble des postes de dépenses.
- Charges de personnel : augmentation de +4,7%, en raison de l'impact cumulé des hausses de point d'indice de 2022, 2023 et 2024, du recensement INSEE, de la hausse des cotisations CNRACL 3% par an, du financement de la prévoyance pour les agents.
- Faible niveau de la pénalité SRU en 2025 en contrepartie de subventions foncières (23.000 € comme en 2024).

► Recettes réelles de fonctionnement : +0,8%

- Fiscalité directe : un net ralentissement de la progression par rapport aux années précédentes, en raison des moindres revalorisations des valeurs locatives, du ralentissement du rythme de la construction et d'une baisse du produit de la fiscalité additionnelle sur les résidences secondaires.
- Stabilité des produits des services municipaux malgré leur alignement sur l'inflation.

Ainsi, l'épargne nette de la commune diminue d'environ 50.000 € par rapport à 2024.

2. Situation financière de la commune fin 2025

Les 9 principaux postes des charges à caractère général en 2025 :

Dépenses	réalisé 2024	réalisé 2025
Energie (électricité / gaz)	189 175,58 €	157 804,13 €
Prestations de service et maintenance	127 312,82 €	125 368,64 €
Denrées alimentaires restaurant	88 130,25 €	85 615,93 €
Entretien Espaces Verts - prestataires (parc commercial)	57 269,41 €	64 451,97 €
Fête et cérémonies	45 843,39 €	50 970,81 €
Plan Mercredi	30 395,00 €	29 646,88 €
Entretien Espaces Verts - propreté urbaine (espaces publics)	60 283,20 €	76 834,44 €
réparation / entretien voirie	24 586,23 €	46 592,45 €
contrats d'assurance	24 826,83 €	25 228,97 €

Ces 9 postes représentent 67 % de l'exécution budgétaire 2025 des charges à caractère général.

2. Situation financière de la commune fin 2025

Un niveau d'investissement élevé, marqué par l'achèvement du programme de la Base Nautique

Principales opérations d'investissement réalisées en 2025 :

Base nautique de la Platère - tranche 2025	887.643 €
Programme de voirie et de requalification des espaces publics	273.277 €
Aménagement du cimetière	165.438 €
Participations foncières loi SRU (Grandes Maisons tranche 2)	160.000 €
Rénovation des bâtiments scolaires	84.688 €
Système d'information - équipements informatiques	50.985 €
Locaux et équipements sportifs et associatifs	44.826 €
Végétalisation des espaces urbains (arbres et haies)	14.223 €

TOTAL des programmes d'investissements 2025 : 1.773.834 €

A noter que le **taux de réalisation budgétaire 2025 des crédits d'investissement est de 69 %.**

2. Situation financière de la commune fin 2025

Une capacité d'investissement grâce à la forte mobilisation de l'épargne :

	2021	2022	2023	2024	2025
Epargne nette	428 479	536 331	857 263	971 928	921 813 €
Fonds compensation TVA	154 933	224 757	227 314	141 005	137 216 €
Autres recettes	82 077	130 126	172 592	216 198	76 181 €
Produit de cessions	4 500	0 €	6 380	11 600	240 €
Ressources financières propres	669 990	891 214	1 263 550	1 340 731	1 135 450 €
Subventions reçues	648 406	75 100	547 027	171 758	776 795 €
Emprunts	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Capacité d'investissement de l'année	1 318 395	966 314	1 810 576	1 512 489 €	1 912 245 €
Investissements réalisés	1 187 074 €	1 139 851 €	1 141 060 €	2 239 661 €	1 773 833 €
Résultat de l'exercice	131 322 €	-173 537	669 516 €	-727 172	138 412 €
Fond de roulement en fin d'exercice	1 163 872 €	990 334 €	1 659 851 €	932 679 €	1 071 091 €

Les investissements 2025 ont principalement été financé par le fonds de roulement de l'année antérieure et à un niveau élevé de subventions. Le résultat positif lié à l'importance de ces subventions permet une amélioration du fonds de roulement en fin d'exercice pour 2025.

2. Situation financière de la commune fin 2025

La poursuite du désendettement de la commune en 2025 :

	2022	2023	2024	2025
Encours au 31 décembre	1 925 615	1 715 286	1 497 655	1 272 429
Ratio de désendettement	2,5 ans	1,6 ans	1,3 ans	1,1 ans
Emprunt	0	0	0	0

	2022	2023	2024	2025
Annuités	286 564	258 145	258 611	259 096
Evolution n-1 (en %)	-4,25 %	-9,92 %	0,18 %	0,19 %
Capital en euro	231 988	210 329	217 631	225 226
Intérêts en euro	54 576	47 816	40 980	33 870

Encours de dette au 1^{er} janvier 2026 : 1 272 429 €

Synthèse résultats 2025

dépenses fonctionnement (€)					recettes fonctionnement (€)				
	BP 2024 + DM	2024	BP 2025 + DM	2025		BP 2024 + DM	2024	BP 2025 + DM	2025
opérations réelles					opérations réelles				
011 - charges générales	1 165 000,00	1 015 168,43	1 159 000,00	995 792,35	013 - atténuation charges	30 000,00	44 316,55	20 000,00	15 690,36
012 - personnel	1 825 000,00	1 770 014,99	1 855 000,00	1 854 245,47	70 - produits services et domaine	190 000,00	195 707,81	195 000,00	196 801,95
65 - autres charges gestion	400 000,00	383 223,83	425 700,00	411 979,78	73 et 731 - impôts, taxes, impos. directes	3 600 000,00	3 732 359,22	3 817 000,00	3 789 187,05
66 - intérêt dette	40 000,00	37 815,26	32 000,00	30 569,19	74 - dotations et subventions	340 000,00	409 127,59	383 000,00	422 384,32
67 charges exceptionnelles	6 000,00	4 941,77	6 000,00	356,29	75 - autres produits de gestion	40 000,00	55 215,31	40 000,00	46 725,84
014 atténuation produits	45 000,00	36 313,32	45 000,00	31 956,53	76 - produits financiers	0,00	30,89	0,00	30,89
68 dotations provisions	3 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00	77 - produits exceptionnels	5 000,00	11 817,00	5 000,00	240,00
					78 - reprise sur provisions	0,00	62,83	7 700,00	7 118,60
TOTAL OPERATIONS REELLES	3 484 000,00	3 247 477,60	3 528 700,00	3 330 899,61	TOTAL OPERATIONS REELLES	4 205 000,00	4 448 637,20	4 467 700,00	4 478 179,01
opérations d'ordre					opérations d'ordre				
68 - amortissements	300 000,00	220 708,56	300 000,00	248 471,92	722 - travaux en régie	10 000,00	9 935,76	15 000,00	14 525,77
042 - opérations d'ordre	0,00	11 600,00	0,00	240,00	042 - opérations d'ordre	50 000,00	24 481,69	50 000,00	11 564,98
TOTAL OPERATIONS d'ORDRE	300 000,00	232 308,56	300 000,00	248 711,92	TOTAL OPERATIONS d'ORDRE	60 000,00	34 417,45	65 000,00	26 090,75
sous total exercice	3 784 000,00	3 479 786,16	3 828 700,00	3 579 611,53	sous total exercice	4 265 000,00	4 483 054,65	4 532 700,00	4 504 269,76
023 virement sec invest.	857 143,18		954 779,21		002 Excédent fonctionnement reporté	227 917,20	227 917,20	250 779,21	479 411,67
					002 Excédent fonctionnement SIVU	145 838,30	145 838,30		
					002 Excédent fonctionnement SIAGH	2 387,68	2 387,68		
total	4 641 143,18	3 479 786,16	4 783 479,21	3 579 611,53	total	4 641 143,18	4 859 197,83	4 783 479,21	4 983 681,43

dépenses investissement (€)					recettes investissement (€)				
	BP 2024 + DM	2024	BP 2025 + DM	2025		BP 2024 + DM	2024	BP 2025 + DM	2025
opérations réelles					opérations réelles				
164 - capital dette	220 000,00	217 631,08	230 000,00	225 225,91	13 - RAR recettes n-1	121 035,30	171 758,17	450 497,16	776 794,79
					13 - subventions	265 000,00		523 173,25	
investissements reportés n-1	133 194,60		232 396,76		10 - taxe aménagement	161 318,00	161 318,11	76 180,00	76 180,86
investissements 20/21/23	2 579 887,98	2 239 360,62	2 359 600,00	1 564 634,64	10 - FCTVA	150 000,00	141 005,35	129 500,00	137 216,32
204 participations	200 000,00			208 799,00	024 cessions terrains	0,00		0,00	
261 participations		300,00	400,00	400,00	affectation résultat année n-1	800 000,00	800 000,00	900 000,00	900 000,00
TOTAL OPERATIONS REELLES	3 133 082,58	2 457 291,70	2 822 396,76	1 999 059,55	TOTAL OPERATIONS REELLES	1 497 353,30	1 274 081,63	2 079 350,41	1 890 191,97
opérations d'ordre					opérations d'ordre				
040 - opérations d'ordre	50 000,00	24 481,69	50 000,00	11 564,98	040 - amortissements	300 000,00	220 708,56	300 000,00	248 471,92
040 - travaux en régie	15 000,00	9 935,76	15 000,00	14 525,77	040 - produit des cessions	0,00	11 600,00	0,00	240,00
041 opérations patrimoniales	200 000,00	140 366,01	1 800 000,00	1 660 577,65	041 - opérations patrimoniales	200 000,00	140 366,01	1 800 000,00	1 660 577,65
TOTAL OPERATIONS d'ORDRE	265 000,00	174 783,46	1 865 000,00	1 686 668,40	TOTAL OPERATIONS d'ORDRE	500 000,00	372 674,57	2 100 000,00	1 909 289,57
001 déficit invest.reporté			446 732,86		021 virement section fonctionnement	857 143,18		954 779,21	
					001 excédent investissement reporté	538 586,10			
total	3 398 082,58	2 632 075,16	5 134 129,62	3 685 727,95	total	3 393 082,58	1 646 756,20	5 134 129,62	3 799 481,54

3. Orientations budgétaires 2026

Section de fonctionnement

Principales dépenses de fonctionnement :

Charges à caractère général : des augmentations prévisibles malgré les efforts de gestion :

- ▶ Hausse programmée de la redevance spéciale CDA pour traitement des déchets (estimation 15.000 € en 2025, et 20.000 € en année pleine 2026)
- ▶ Travaux d'entretien des marais du Sud d'Angoulins en lien avec l'Association Syndicale des Marais Angoulins – Châtelailon – Salles sur Mer (22.000 €)
- ▶ Prévision de prestations de services maintenues (espaces verts, propreté urbaine, entretien des locaux)
- ▶ Poursuite de recherche d'économies sur l'ensemble des autres charges générales (fournitures, copieurs, téléphonie, ...)

Il sera donc prévu en 2026 une hausse du poste des dépenses à caractère général

3. Orientations budgétaires 2026

Section de fonctionnement

Charges de personnel :

Année	Dépenses	évolution pourcentage n-1
2020	1 633 591,29 €	
2021	1 609 220,61 €	-1,49 %
2022	1 664 484,00 €	3,43 %
2023	1 725 636,01 €	3,67 %
2024	1 770 015,00 €	2,57 %
2025	1 854 245,47 €	4,76 %
2026	1 950 000,00 €	5,16 %

Impact :

- des hausses successives et cumulatives du point d'indice de 2022 à 2024
- de l'augmentation de 3 points de la cotisation CNRACL imposée aux collectivités par la Loi de Finances (année 2)
- de la participation obligatoire « employeur » au régime de prévoyance des agents au 1^{er} janvier 2025.
- de la participation obligatoire « employeur » au régime de protection santé des agents au 1^{er} janvier 2026.

3. Orientations budgétaires 2026

Section de fonctionnement

Principales dépenses de fonctionnement :

Atténuation de produits :

- ▶ La subvention foncière apportée au projet « Grandes Maisons » en 2024 (tranche 1) devrait permettre d'annuler la pénalité SRU 2026 (notification à venir). Une contribution FPIC sera à prévoir comme chaque année (notification en juin)

Autres charges de gestion courante :

- ▶ Le maintien d'efforts importants en direction de la vie associative :

Dont une subvention de près de 172.000 € pour la prolongation d'un an de la convention d'objectifs 2023 - 2025 avec l'association Angoul'loisirs (aide aux actions + entretien des locaux, +1%/an).

- ▶ L'inscription des dépenses d'entretien de l'éclairage public en section de fonctionnement et non plus en investissement, suite à une modification comptable imposée par la Direction des Finances Publiques, pour environ 30.000 €.

3. Orientations budgétaires 2026

Section de fonctionnement

Dotations et subventions :

- ▶ Une baisse prévisible importante de la Dotation Globale de Fonctionnement, au regard de l'effort national demandé aux collectivités locales

Dotation Globale Fonctionnement	2022	2023	2024	2025	Hypothèse 2026
dotation forfaitaire	145 341 €	146 395 €	147 048 €	129 031 €	100 000 €
dotation solidarité rurale	50 295 €	59 085 €	66 243 €	71 755 €	75 000 €
TOTAL DOTATION	195 636 €	205 480 €	213 291 €	200 786 €	175 000 €
évolution n-1	-18 758 €	9 844 €	7 811 €	-12 505 €	-25 786 €

- ▶ Stabilité des dotations de la Communauté d'Agglomération :
 - ▶ L'attribution de compensation de la CDA est stable en 2026 : **282.283 €**
 - ▶ La dotation de Solidarité Communautaire est estimée au même niveau que 2025 : **88.306 €**

3. Orientations budgétaires 2026

Section de fonctionnement

Produits des services et du domaine :

- ▶ **Le produit de la facturation des services** de la collectivité (cantine, droits de place, cimetière,...), est estimé à 200.000 €.

Les tarifs de la cantine scolaire, du plan mercredi et de la médiathèque sont maintenus à leur niveau actuel.

- ▶ **La Taxe Locale sur la Publicité Extérieure** reste une recette importante pour 155.000 € en année pleine.

4. Orientations budgétaires 2026

Section d'investissement

Principales opérations d'investissement envisagées en 2026 :

Opérations en cours de chiffrage pour arbitrages définitifs au moment du vote du budget :

Programme voirie 2026	700 000,00 €
programme vidéoprotection - tranche 1 (décalage opération 2025)	160 000,00 €
Subvention foncière loi SRU	150 000,00 €
modernisation bâtiments publics (isolation, toitures, mises en sécurité ...)	150 000,00 €
Acquisitions foncières - accès Nord - ex-terrain militaire	130 000,00 €
ECO énergie - 1ere tranche centrale photovoltaïque salle Ferrant	40 000,00 €
reprise vitrail église	35 000,00 €
Végétalisation des espaces urbains- arbres et haies.	15 000,00 €

4. Orientations budgétaires 2026

Section d'investissement

Principales recettes d'investissement :

- ▶ Un produit de taxe d'aménagement estimé au niveau de celui de 2025 : **75.000 €**
(difficultés liées au recouvrement de la taxe depuis la réforme de 2024 initiée par le Ministère des Finances)
- ▶ Une diminution prévisible du montant des subventions :
 - ▶ En dehors du solde de la subvention « base nautique d'avenir » (250.000 €), il est proposé de n'inscrire aucune autre subvention dans le projet de budget. Les incertitudes sur le budget de l'Etat et les communications récentes du Département en direction des communes incitent à cette prudence.
- ▶ Toutefois, le maintien estimé de l'épargne nette à un niveau élevé en 2026 (environ 800.000 €), ainsi que le fonds de roulement constaté fin 2025 (1 M€), doivent permettre la réalisation des investissements 2026 **sans recours à l'emprunt.**

5. Perspectives pluriannuelles

Les épargnes de la collectivité :

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Epargne de gestion	1 115 408	1 230 540	1 180 909	1 105 934	1 096 315	1 021 186
Epargne brute	1 067 592	1 189 560	1 147 039	1 079 461	1 077 537	1 010 416
Epargne nette	857 263	971 928	921 813	846 334	836 193	843 131

De 2026 à 2028, la gestion prudentielle des dépenses de fonctionnement, et la relative progression des recettes fiscales permettent d'envisager une stabilité relative des épargnes.

Un objectif de maîtrise de l'encours de dette et la capacité de désendettement

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Encours dette au 31 décembre en €	1 715 286	1 497 655	1 272 429	1 039 302	797 958	630 672
Ratio de désendettement	1,6 ans	1,3 ans	1,1 ans	1 ans	0,7 ans	0,6 ans
Emprunt	0	0	0	0	0	0

Un ratio de capacité de désendettement très faible qui permet d'envisager le recours ultérieur à l'emprunt pour financer des équipements structurants.